



**A gauche : des migrants attendent à la frontière entre l'Italie et la France à Vintimille, le 12 juin.**

JEAN-CHRISTOPHE MAGNET/AFP

**A droite : un officier de la police des frontières serbe surveille un champ de blé à proximité de la frontière hongroise, près de Subotica, le 16 juin.**

ANDREJ ISAKOVIC/AFP



**A gauche : à la frontière entre la Suisse et l'Italie, entre Chiasso, dans le canton du Tessin, et Côme, le 14 mars.**

DENIS BALIBOUSE/REUTERS

**A droite : des femmes et des enfants migrants, venant dans leur majorité d'Erythrée, attendent dans la gare de Milan, le 13 juin.**

OLIVIER MORIN/AFP

# Schengen: la tentation des frontières

La Hongrie veut ériger un mur à la frontière avec la Serbie. Paris et Vienne bloquent l'entrée de migrants

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Un quart de siècle après avoir démantelé le rideau de fer entre l'Est et l'Ouest, la Hongrie veut reconstruire une barrière physique sur sa frontière avec la Serbie – cette fois pour fermer l'accès de l'Union européenne aux milliers de demandeurs d'asile venus du Sud. Le ministre hongrois des affaires étrangères, Péter Szijjarto, a annoncé que son gouvernement lançait les préparatifs techniques et diplomatiques afin d'ériger une clôture entre Mohacs et Szeged.

C'est en effet l'une des seules voies terrestres encore ouverte – à travers la Grèce ou la Bulgarie, puis la Macédoine, le Kosovo et la Serbie – pour les flots de réfugiés chassés par les guerres du Moyen-Orient et le manque de perspectives économiques dans les pays du Sud. En 2012, l'agence de surveillance des frontières de l'UE, Frontex, avait recensé 6 400 franchissements illégaux de frontières par cette voie balkanique et 43 360 en 2014. Ils sont plus de 50 000 depuis janvier, dont près de la moitié sont Kosovars.

Peuplée d'à peine 10 millions d'habitants, la Hongrie s'est alors retrouvée en première ligne de l'UE dans la crise humanitaire qui fait rage : le nombre de demandes d'asile a bondi à plus de 50 000 en 2014, alors que ce chiffre est déjà dépassé depuis début 2015. « L'UE cherche une solution, mais la Hongrie ne peut attendre davantage », a déclaré M. Szijjarto,

en rappelant que Budapest ne viole aucun de ses engagements internationaux, et qu'il existe des précédents à de telles barrières contre l'immigration illégale.

Le premier ministre serbe, Aleksandar Vucic, s'est dit « surpris et choqué » par la décision hongroise. La Serbie a regretté de n'avoir pas été consultée avant cette décision. Candidate à l'Union européenne, la Serbie compte « en parler avec [ses] partenaires au sein de l'UE », a rappelé M. Vucic. La Hongrie fait partie des pays qui avaient été les plus hostiles à l'instauration de quotas pour accueillir 40 000 demandeurs d'asile en deux ans, proposée en mai par la Commission européenne.

## « Les murs sont contournés »

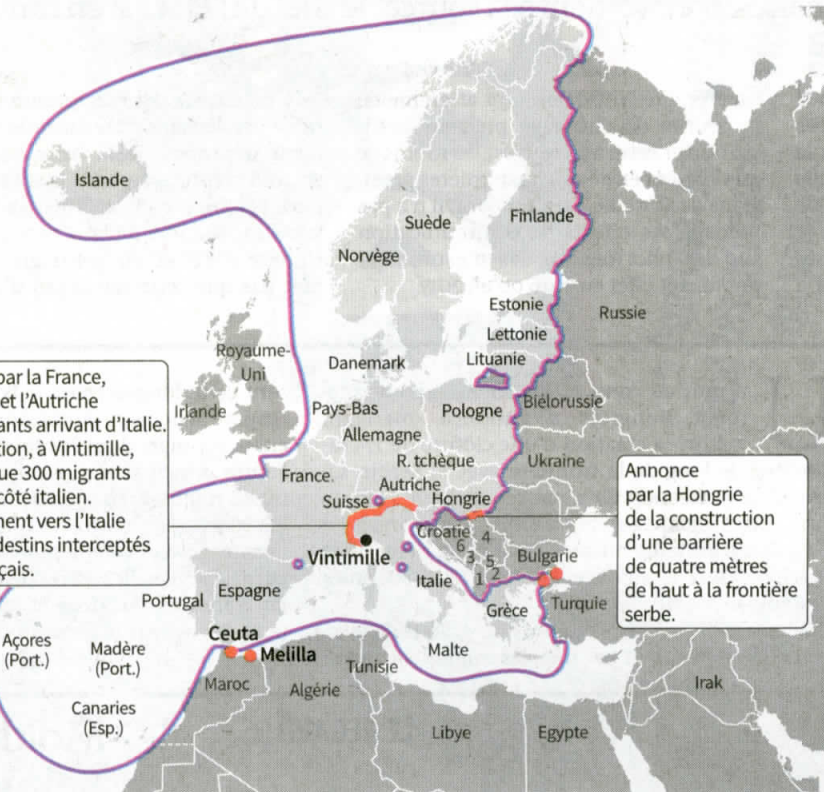
Face à la poussée de l'extrême droite du parti Jobbik, le gouvernement de Viktor Orban a lancé un « questionnaire » très controversé auprès de la population, associant le thème de l'immigration à celui du terrorisme, ainsi qu'une vaste campagne d'affichage avec des fonds publics, qui lui a valu de se faire épingleur. En mai, par le Parlement européen. L'agence des Nations unies pour les réfugiés, l'UNHCR, a répliqué avec des affiches vantant la capacité d'intégration des demandeurs d'asile en Hongrie et leur apport à l'économie.

« Les murs n'ont jamais montré leur utilité. Ils sont contournés », explique Yves Pascouau, de l'Institut Notre Europe. En Grèce, les flots de migrants qui traversaient

- Espace Schengen
- Blocage de migrants aux frontières
- Mur ou barrière anti-immigration construite ou en construction

Blocage par la France, la Suisse et l'Autriche des migrants arrivant d'Italie. Protestation, à Vintimille, de quelque 300 migrants bloqués côté italien. Refoulement vers l'Italie des clandestins interceptés côté français.

- 1 Albanie
- 2 Macédoine
- 3 Monténégro
- 4 Serbie
- 5 Kosovo
- 6 Bosnie-Herz.



Annnonce par la Hongrie de la construction d'une barrière de quatre mètres de haut à la frontière serbe.

l'Évros, en Thrace, à la frontière avec la Turquie, ont cessé depuis l'érection de la barrière. Mais les réfugiés ont repris en masse le chemin des îles proches de la côte turque. Et remontent le continent européen par la route des Balkans.

Plus à l'Ouest, l'Italie fait face depuis deux ans à un afflux considérable de migrants. Elle se heurte aux résistances de la France, de la Suisse et de l'Autriche, tentés de fermer leurs frontières aux réfugiés. En France, des centaines de migrants ont été bloqués à la frontière, et le ton monte entre Paris et Rome, comme en 2011, au moment des printemps arabes.

« Ce qui se passe à Vintimille rappelle la séquence de 2011. La brouille entre la France et l'Italie avait permis une modification de Schengen qui prévoit le rétablissement de frontière à titre provisoire, explique Yves Pascouau. Cela doit

répondre à des critères précis, comme celui du trouble à l'ordre public. Je ne suis pas sûr qu'ils soient vraiment remplis. Mais je ne vois pas la Commission européenne en ce moment saisir la cour de justice de l'UE pour savoir si la France est en conformité avec l'UE, à la frontière de l'Italie. »

« Nous n'avons pas fermé la frontière. D'ailleurs, des gens passent. En revanche, nous renvoyons en Italie des gens qui en viennent. Ce qui n'est qu'une application du droit européen », explique au Monde le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, en référence au règlement Dublin II, qui prévoit que les demandes d'asile soient examinées dans le pays d'entrée dans l'UE, ce qui fait porter un gros poids sur la Grèce et l'Italie.

L'Autriche a annoncé le 13 juin qu'elle suspendait les demandes d'asiles déposées auprès des auto-

rités et a mis en place des contrôles aux frontières.

La Suisse, qui n'est pas dans l'UE, mais est membre de l'espace Schengen depuis 2008, s'alarme aussi. Mardi 16 juin, le secrétaire d'Etat aux migrations déclarait que le nombre des demandeurs d'asile était « exceptionnellement élevé » à la frontière sud du pays, avec l'Italie : à Chiasso, 350 personnes sont entrées en Suisse en deux jours, provoquant un « goulot d'étranglement ». La Suisse n'est pas équipée pour faire face à l'arrivée croissante de ceux qu'elle appelle les « requérants ». En 2014, 23 765 personnes ont demandé l'asile à la Confédération helvétique, alors que le pays dispose de moins de 2 000 places dans des centres d'hébergement officiels. Près de la moitié des demandeurs d'asile se trouvent en Suisse italienne, dans le canton du Tessin.

**« L'UE cherche une solution, mais la Hongrie ne peut attendre davantage »**

**PÉTER SZIJJARTO**  
ministre hongrois des affaires étrangères

Berne a prévu de construire 5 000 places supplémentaires, mais dans les cantons, les oppositions sont fortes.

## « La coupe est pleine »

Pour traiter cet afflux de migrants, les autorités helvétiques ont hiérarchisé les dossiers par ordre de priorité, suspendant les auditions des ressortissants érythréens, qui constituent pourtant la grande majorité des nouveaux arrivants. Dans l'urgence, le secrétaire d'Etat aux migrations a ensuite mis à disposition des lits supplémentaires pour accueillir ces réfugiés, notamment dans des « abris de protection civile », c'est-à-dire des bunkers. Généralement situés en sous-sol, ces réduits sont obligatoires depuis 1963 dans chaque construction pour protéger la population en cas de danger. Cette décision a provoqué des manifestations de gauche sous le slogan, « No bunkers, no deportation ».

Mais pour l'Union démocratique du centre (UDC), le premier parti du pays, « la coupe est pleine ». Le parti populiste demande la suspension « pendant au moins un an de la loi sur l'asile », au moment où le Parlement helvétique doit examiner un projet de loi visant à accélérer le traitement des demandes. ■

**MARYLINE BAUMARD,**  
**MARIE MAURISSE (GENÈVE,**  
**CORRESPONDANTE),**  
**ALAIN SALLES**  
**ET JOËLLE STOLZ (VIENNE,**  
**CORRESPONDANTE)**

# 103 000

migrants

Quelque 103 000 personnes sont entrées illégalement en Europe depuis le début de l'année, selon le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies. Selon l'agence européenne de surveillance des frontières Frontex, les trois principales routes sont celles passant par l'Italie, la Grèce et les Balkans.